

Flávio Bolsonaro refuse de reconnaître le résultat électoral depuis les États-Unis et se proclame « leader du Brésil »

SE/Sergio Rivera

Miami, 28 octobre 2026. Flávio Bolsonaro, battu au second tour de l'élection présidentielle brésilienne, a publié depuis les États-Unis une lettre ouverte dans laquelle il refuse de reconnaître la victoire de Lula, accuse sans preuves l'élection de « fraude » et se proclame « leader du Brésil ». La fuite est intervenue après que la Cour suprême lui a ordonné de remettre son passeport dans le cadre d'une enquête pour blanchiment d'argent, et a été facilitée par le gouvernement argentin de Javier Milei en coordination avec l'administration de Donald Trump. Derrière l'épisode se lit une interprétation stratégique : la victoire de Lula a fait échouer la pièce maîtresse de la « doctrine Donroe » de Trump en Amérique latine.

Pour lire ce qui suit, il convient de distinguer trois niveaux : les accusations factuelles, les procédures judiciaires et les conclusions judiciaires. Les inférences sur la stratégie de Trump sont celles de l'auteur et s'appuient sur l'expérience historique de la politique américaine à l'égard de la région ; elles sont présentées comme telles, non comme des faits établis.

I. Pourquoi le Brésil est irremplaçable dans la « doctrine Donroe »

La logique centrale de la « doctrine Donroe » est de restaurer la domination hémisphérique des États-Unis dans l'hémisphère occidental, en excluant spécifiquement l'influence de la Chine et de la Russie. Dans cette stratégie, le Brésil n'est pas « un pays de plus », mais la pièce la plus importante :

- **Poids économique et ressources :** le Brésil est la plus grande économie d'Amérique latine et détient les deuxièmes réserves mondiales de terres rares (après la Chine), tout en étant un fournisseur clé de minerais stratégiques pour les semi-conducteurs, les énergies renouvelables et la défense. L'administration Trump espérait obtenir un accès préférentiel à ces ressources grâce à un gouvernement brésilien favorable.
- **Endiguement de la Chine :** la Chine est déjà le premier partenaire commercial du Brésil, avec un volume d'exportations environ trois fois supérieur à celui des États-Unis. Si le Brésil de Lula continue d'approfondir sa coopération avec les BRICS et avec la Chine, les États-Unis perdent un point d'appui crucial dans la compétition pour l'influence en Amérique du Sud.
- **Effet de démonstration régional :** début 2026, les États-Unis avaient déjà mené une action militaire directe contre le Venezuela, capturant Maduro, ce qui a montré que la « doctrine Donroe » n'est pas une simple rhétorique. Si le Brésil pouvait lui aussi être intégré au «

Bouclier des Amériques » dirigé par Washington, la position dominante des États-Unis dans l'hémisphère occidental se consoliderait sensiblement. La victoire de Lula signifie que cet objectif ne pourra pas être atteint au cours des quatre prochaines années.

C'est pourquoi l'idée que « perdre le Brésil n'est pas un tigre de papier » est conforme aux faits. Selon l'analyse de la BBC, qui cite des experts de Chatham House, Trump considérait le Brésil comme « le dixième et plus grand trophée » après la victoire de Flávio au premier tour. Ce trophée vient désormais de lui échapper.



II. L'état réel de l'« intervention de Meta » : accusations et procédures, mais pas de conclusion judiciaire

Cette partie exige une distinction minutieuse des niveaux, afin que le soupçon ne devienne pas un fait établi.

Faits confirmés :

- La campagne de Lula a déposé une plainte devant le Tribunal supérieur électoral (TSE) du Brésil, accusant Meta de restreindre la diffusion de contenus liés à Lula tout en favorisant les contenus de Flávio.
- Le TSE a ordonné à Meta de garantir un traitement égal des deux candidats dans un délai de 24 heures, sous peine d'une amende journalière de 500 000 reais.
- Le chatbot d'IA de Meta a effectivement refusé de générer des images de campagne avec « Lula », « PT » et « 13 », mais a généré des contenus avec « Flávio », « PL » et « 22 ».
- Le journal brésilien *Folha de S.Paulo* a cité des « communications internes » selon lesquelles des employés de Meta discutaient de restrictions sur le compte Instagram de Lula, tandis que l'algorithme recommandait le compte de Flávio. La campagne de Lula a affirmé qu'environ 1,3 million de personnes n'avaient pas pu voir ses publicités en raison de restrictions.
- L'ONG CTRL+Z a recensé plus d'un millier de cas de « restrictions et blocages » sur les plateformes de Meta, dont « 90 % concernaient des contenus favorables à Lula ou de tendance progressiste ».

La version de Meta :

- Meta nie « prendre parti » dans l'élection brésilienne ou dans quelque élection que ce soit, et qualifie les accusations de « fausses et sans fondement ».
- L'entreprise attribue les problèmes à des « défaillances techniques », dont une erreur d'identification du système qui a bloqué le compte publicitaire de Lula pendant plus d'une heure le 23 septembre.
- Elle affirme avoir mis en place un mécanisme de révision manuelle : tout blocage automatique ou restriction de comptes publicitaires de campagne présidentielle doit être évalué manuellement dans un délai de deux heures.

La position judiciaire :

Le juge du TSE Marco Aurélio Bellizze a déclaré explicitement qu'« il n'existe actuellement pas de preuves suffisantes pour établir que Meta a manipulé intentionnellement la distribution de contenus » afin de favoriser ou de nuire à un candidat, tout en jugeant nécessaire d'établir un mécanisme de protection pour préserver l'équité électorale.

Par conséquent, la « manipulation électorale par Meta » est une accusation crédible et étayée par des indices — les images d'IA sont particulièrement concrètes —, mais elle n'est pas encore une conclusion juridique. Dans l'article, elle peut être utilisée comme « indice de soupçon », non comme « fait établi ».

III. L'hypothèse du « second Guaidó »

La spéculation a une logique interne, mais elle exige de distinguer l'intention de la capacité.

Éléments qui la soutiennent :

- Trump a qualifié les élections brésiliennes de « truquées » (*rigged*) après la victoire de Lula, affirmant qu'elles « paraissaient très corrompues ». Cela fournit un appui narratif à l'autoproclamation de Flávio comme « leader légitime ».
- Flávio lui-même s'est comparé à Guaidó, Edmundo González et María Corina Machado dans sa lettre, les présentant comme des « leaders légitimes » confrontés à une « tyrannie ».
- La nomination de Guaidó au Venezuela en 2019 a créé un précédent : les États-Unis peuvent tenter de délégitimer des résultats électoraux en créant une « présidence parallèle » et en faisant pression sur le gouvernement en place.

Éléments qui l'affaiblissent :

- **Le parti de Flávio ne l'a pas soutenu.** Le Parti libéral (PL) a déjà reconnu les résultats électoraux. Le chef du PL au Sénat, Rogério Marinho, a déclaré explicitement : « Le Parti libéral ne peut pas faire cette affirmation (fraude électorale). Il n'y a pas de preuves. »
- **Trump ne s'est pas engagé.** Interrogé sur d'éventuelles mesures, il a répondu : « Je ne me présente pas au Brésil, je me présente aux États-Unis. » Il a aussi déclaré : « J'aime Lula, je m'entends très bien avec lui. » C'est une position évasive, non un soutien absolu à Flávio.
- **La situation de Guaidó n'est pas reproductible.** La « présidence par intérim » de Guaidó a été reconnue par des dizaines de pays, et le Venezuela traversait alors une grave crise de légitimité gouvernementale. Le Brésil n'a pas un tel vide : la légitimité de son processus électoral a été reconnue par des observateurs internationaux, le parti de Flávio a reconnu les résultats, et Lula entamera officiellement son quatrième mandat. Un « gouvernement en exil » sans reconnaissance interne ni externe n'a pas de base opérationnelle.

Une inférence plus raisonnable est que ce que Trump veut n'est pas nécessairement un « Guaidó »,

mais plutôt maintenir Flávio comme point d'appui de l'opposition, en exerçant une pression continue sur Lula dans les domaines commerciaux, des terres rares et technologiques (comme le système de paiement Pix). Laisser Flávio se proclamer « leader » coûte un minimum à Trump, mais peut créer un point de friction dans les relations entre les États-Unis et le Brésil. Savoir si cela deviendra un « Guaidó » dépend de la volonté de Trump d'assumer le coût diplomatique de la reconnaissance d'un « président parallèle » ; pour l'instant, sa disposition semble limitée, encore qu'avec Trump on ne sache jamais.



IV. Le front argentin : Milei en facilitateur, non en spectateur

1. Milei n'a pas été un spectateur passif, mais un facilitateur actif. Selon des reportages de médias argentins, le gouvernement de Milei s'est coordonné en secret avec l'administration Trump pour la sortie de Flávio par le territoire argentin. Un fonctionnaire argentin a déclaré : « Milei était au courant, le reste non. Il a travaillé en coordination avec Trump. » Le conseiller présidentiel Santiago Caputo était présent à Puerto Iguazú la nuit du décollage, un détail que les médias argentins interprètent comme une confirmation de l'implication gouvernementale. L'avocat mexicain Simón Levy, proche de la famille Bolsonaro, a affirmé : « Grâce au président Milei, Flávio Bolsonaro est vivant aujourd'hui... Il a été et a fait partie de la coordination de toute cette opération. »

2. La fuite approfondit une crise diplomatique qui existait déjà. La relation Lula-Milei était déjà dégradée depuis août, lorsque Milei a qualifié Lula de « voleur et prisonnier » et le ministre Alexandre de Moraes de « déchet chauve ». Le Brésil a réagi en rappelant son ambassadeur et n'a pas envoyé le sien à Buenos Aires, suspendant de facto le canal diplomatique normal. La fuite de Flávio par l'Argentine aggrave ce tableau. Le gouvernement de Lula a réagi avec une extrême prudence : une source gouvernementale brésilienne a déclaré que « pour l'instant, nous nous concentrons seulement sur l'enquête sur ce qui s'est passé », et Lula s'est contenté d'ironiser sur le fait que, pour la famille Bolsonaro, « le Brésil est leur deuxième pays, le premier étant les États-Unis ».

3. Le silence argentin sur la victoire de Lula relève du même schéma. Le porte-parole présidentiel argentin, Adrián Ravier, a annoncé que l'Argentine n'émettrait aucune déclaration félicitant Lula, en arguant faussement que Lula n'avait pas félicité Milei en 2023. Ce geste, ajouté à la facilitation de la fuite, confirme que Milei a aligné sa politique à l'égard du Brésil sur la stratégie de Trump.

V. Synthèse

Dans la perspective de la « doctrine Donroe », la victoire de Lula signifie que les États-Unis ont perdu la pièce la plus importante dans la compétition pour l'influence en Amérique latine. L'intervention de Meta a été accusée et examinée judiciairement, mais le tribunal brésilien a finalement conclu qu'« il n'y a pas de preuves suffisantes pour établir une manipulation intentionnelle », et il était prévisible que Meta le nie.

L'autoproclamation de Flávio comme « leader légitime » et sa comparaison avec Guaidó font partie de la stratégie de Trump visant à maintenir la pression sur Lula, mais la reconnaissance des résultats par le PL et la position évasive de Trump indiquent qu'un « second Guaidó » manque actuellement de conditions opérationnelles. Trump est peut-être plus enclin à utiliser Flávio comme point d'appui de l'opposition et carte de négociation, plutôt qu'à parier sur un « gouvernement parallèle » à faible rendement.

Reste à savoir si cette défaite au Brésil est un revers tactique ou le début d'un repli de la doctrine Donroe ; les prochaines échéances électorales de la région serviront de thermomètre.

Note : Les informations ci-dessus s'appuient sur des reportages de plusieurs médias (EFE, RTVE, Xinhua, AFP, etc.) sur les événements des 27 et 28 octobre 2026. Les citations textuelles de la lettre de Flávio proviennent de sa publication sur la plateforme X, reprises par divers médias. Les inférences sur la stratégie de Trump sont celles de l'auteur et s'appuient sur l'expérience historique de la politique américaine à l'égard de l'Amérique latine.

Press information and contact:
Südaka Editorial
Web: www.sudaka-editorial.com
Email: info@sudaka-editorial.com

Südaka Editorial